

6 décembre 2012 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur la lutte contre la pauvreté, à Paris le 6 décembre 2012.

Mesdames, Messieurs les ministres,

Monsieur le maire de Paris,

Mesdames et Messieurs ses adjoints qui sont venus pour cette occasion,

Mesdames et Messieurs les parlementaires qui les ont accompagnés,

Ceux que je voulais surtout rencontrer, ce sont ceux qui travaillent ici, qui accompagnent, qui encadrent, qui viennent parce qu'ils sont, ici, toujours bien reçus.

Mon déplacement aujourd'hui est une reconnaissance, une reconnaissance d'un travail qui est mené en parfaite harmonie avec la ville de Paris, sans laquelle rien ne serait possible ici, et avec une association reconnue depuis des décennies qui, hélas, n'a pas perdu l'actualité de sa mission : Emmaüs. Mais cette association se transforme, innove, invente et j'en ai aujourd'hui l'illustration à travers « Emmaüs-Défi ».

Je voulais qu'à la veille d'un plan qui va être proposé par le gouvernement sur tout ce que nous pouvons faire pour lutter contre la pauvreté, je puisse, comme président de la République, être parmi vous. Je voulais aussi démontrer que, malgré toutes les difficultés que vous rencontrez, il y a de l'espoir, il y a de la lumière, dès lors qu'il y a de l'engagement, de la passion et aussi des services qui sont rendus.

Ici vous avez inventé -- ce qui permettra d'ailleurs aux pouvoirs publics de le généraliser -- ce que l'on appelle « les premières heures », c'est-à-dire le premier travail qui va être confié, à une femme ou à un homme, qui parfois a connu la rue et qui, grâce à cette première entrée dans l'insertion, va retrouver confiance, va retrouver dignité et force. Les « premières heures » deviennent, après, un mi-temps et ensuite un vrai contrat.

Ce que nous devons faire c'est permettre, comme vous l'avez initié ici, que les contrats d'insertion puissent être aussi évolutifs : partir de quelques heures pour ceux que l'on appelle « les plus éloignés du marché du travail » pour finir avec un vrai contrat d'insertion et, demain ou après-demain, un vrai contrat de travail. Ce qui a été engagé ici devra servir d'exemple et de modèle.

Vous avez aussi inventé cette possibilité pour un certain nombre de femmes et d'hommes, qui ont un portable mais qui n'ont plus la carte, de garder contact avec des employeurs, avec la famille, avec des amis.

Aujourd'hui, enlever le téléphone portable à un homme ou à une femme, c'est le priver de sa liberté. Le téléphone portable, c'est aujourd'hui une condition de l'autonomie, de l'insertion et de la qualité même de l'existence dans la relation que l'on peut avoir avec les autres. Vous avez eu cette idée de proposer des formules d'abonnement et aussi une éducation à l'usage du téléphone portable. Voilà, grâce à la ville de Paris, ce que nous pourrons aussi imaginer dans d'autres associations.

Et puis vous avez inventé une banque. Mais cette banque est celle de la solidarité et de l'équipement de la maison. Il s'agit que ce qui existe sur le plan alimentaire puisse être proposé sur le plan de ces matériels de la vie courante pour ceux qui vont s'installer. Vous avez confié d'ailleurs à une vraie banquière votre banque de la solidarité et de l'équipement. Belle idée, grande idée, que nous pouvons là encore promouvoir et soutenir.

J'étais donc venu prendre un certain nombre d'idées ici pour pouvoir, avec le gouvernement, les

J'étais donc venu prendre un certain nombre d'idées ici pour pouvoir, avec le gouvernement, les traduire sur le plan politique. Nous affrontons -- et la crise a encore aggravé cette situation -- une pauvreté qui s'est élargie, durcie, enracinée et qui concerne près de 14% de la population de notre pays. Elle a progressé continûment depuis 10 ans. 8 millions de nos concitoyens sont concernés et beaucoup de jeunes : un enfant sur cinq est considéré comme pauvre dans notre pays et un jeune sur quatre vit en dessous du seuil de pauvreté.

Alors nous devons agir ! Je ne dis pas que nous devons tout bouleverser. Nous devons poursuivre ce qui a été engagé avant nous et l'amplifier. Mais nous devons changer le regard que nous portons sur les personnes en difficulté. Nous n'avons pas besoin de mettre en cause, de stigmatiser, de pointer du doigt, mais plutôt de nous interroger collectivement sur les mécanismes qui ont conduit un certain nombre de nos compatriotes à entrer dans ce processus que l'on appelle la pauvreté.

Nous avons déjà pris un certain nombre de décisions même si elles sont regardées comme insuffisantes : l'augmentation de l'allocation de rentrée scolaire, l'encadrement des loyers, le soutien aux familles les plus en difficulté. Mais nous devons maintenant proposer un plan global et dans la durée pour agir sur les causes, pour faire en sorte que les conséquences soient moins douloureuses pour aller vers l'insertion.

Je me fixe plusieurs priorités et je veux vous les faire partager.

La première, c'est l'insertion par le travail. La dignité passe par l'activité. Que l'on ne dise pas que les plus fragiles ne veulent pas travailler ! Ce qu'ils veulent, c'est un emploi et c'est participer à la vie de notre société : avoir un statut, être reconnu, avoir des collègues de travail, se lever le matin, raconter le soir ce qui a été fait... Nous aurons, donc, à promouvoir plus de contrats -- vous m'avez interpellé là-dessus -- permettant d'accéder à un travail d'abord soutenu et aidé, comme l'on dit, mais qui peut demain devenir un emploi sur le marché du travail.

La deuxième priorité concerne les jeunes parce que nous ne pouvons pas admettre que ceux qui sont plein d'espoir, qui veulent être autonomes et indépendants, puissent connaître le dénuement, le doute et le chagrin de ne pas être considérés.

Ce phénomène de la pauvreté parmi les jeunes a été encore regardé comme s'étant accentué durant ces dernières années. Je salue ici la présence de Martin HIRSCH, qui fait déjà beaucoup avec le service civique et qui a encore beaucoup d'idées à nous délivrer. Il y a des hommes qui ne manquent jamais d'idées, après il faut trouver les financements ! Lorsque l'on regarde de près, ce n'est pas si difficile de trouver des financements. Ce qui compte, c'est d'avoir des projets. Pour les jeunes, nous trouverons, dans le cadre de ce plan global, tous les dispositifs permettant d'éviter que ceux qui sont sortis du système scolaire très tôt, notamment, puissent se retrouver sans rien et parfois même à la rue.

La troisième de nos priorités, c'est l'accès aux soins. A peu près 15% de nos concitoyens renoncent à se soigner pour des causes financières. Là encore, nous reprendrons un certain nombre de mécanismes que nous connaissons bien : la Couverture Maladie Universelle et la complémentaire santé, pour que nous puissions éviter qu'un Français puisse se retrouver sans capacité de pouvoir se soigner.

Il y a ce qui a trait au logement. J'ai été interpellé -- soyez sûrs que vos responsables n'ont pas manqué de me dire ce qu'ils attendaient au cours de cette visite -- notamment sur le logement d'urgence. Nous aurons à dégager plus de places : 4 000 places d'hébergement d'urgence à la sortie de l'hiver vont être prolongées pour les saisons qui viennent. Mais nous mettrons aussi en place 4 000 places dans des centres d'accueils et notamment pour les demandeurs d'asile qui viennent aussi occuper d'autres places et pas forcément celles qui devraient leur être dédiées. Il faut aussi que dans le parc HLM, nous puissions avoir des logements qui puissent être dédiés à ces personnes qui étaient jusque-là dans la rue.

Voilà nos priorités. Je pourrais en ajouter d'autres, sur le surendettement et sur la relation avec les banques. Nous devons prendre toutes les facettes de ce que vous pouvez vivre, toutes les dimensions des problèmes que vous pouvez rencontrer.

Le sens de ma visite est, non pas de parler des problèmes, mais de parler des solutions. Il y en a. A la fin de l'année, le plan qui sera présenté par le Gouvernement sur plusieurs années du

quinquennat, permettra d'assurer la réponse globale à ce qui est un grand défi pour un pays comme le nôtre.

Nous sommes très fiers d'être dans notre pays, citoyens français. En même temps, nous considérons que nous avons tant d'atouts à faire valoir, que nous ne pouvons pas admettre qu'il y ait aujourd'hui une pauvreté, qu'il y ait des hommes et des femmes dans le dénuement, dans le doute, dans la précarité et notamment des enfants. Il y faudra l'engagement de l'Etat - il est prêt - la mobilisation des collectivités locales, sans laquelle rien ne serait possible et des associations comme les vôtres.

Je veux rendre hommage à tous ces bénévoles ou ces salariés de vos associations. Vous tous et vous toutes qui êtes là, ayez espoir, soyez fiers de ce que vous faites ! Soyez conscients que vous donnez le meilleur des exemples et qu'il n'y a rien de plus beau pour ceux qui vous accompagnent et qui voient que vous étiez, hier encore, dans la rue. Demain vous accompagnerez d'autres à être pleinement des citoyens. Je voulais vous exprimer, ici, toute la reconnaissance de la Nation pour ce que vous faites.

Nous avons défini, il y a peu, un pacte de compétitivité parce que nous avons besoin d'avoir des entreprises qui soient armées dans la compétition mondiale. Mais nous avons, aussi, besoin d'un pacte de solidarité ! Et c'est ici que nous le lançons.

Merci ».